

VISION, PROJET DE SOCIETE ET PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE AND-JËF AUTHENTIQUE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

- I. POUR UN NOUVEL HUMANISME SOCIAL : NIT, NIT AY GARABAM
- II. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE
- III. SORTIR NOTRE PAYS DU FATALISME DE LA PAUVRETE ET DU SOUS DEVELOPPEMENT
- IV. LES INSTRUMENTS ET LEVIERS
 - 4.1. L'ETAT DEMOCRATIQUE ET LA PARTICIPATION POPULAIRE OU LA NOUVELLE REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET SOCIALE
 - 4.2. LA REGIONALISATION COMME APPROFONDISSEMENT DE LA DECENTRALISATION
 - 4.3. LA RELANCE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES BIENS ET SERVICES ET LA STIMULATION DE L'EMPLOI
 - 4.4. LA QUALITE DES RESSOURCES HUMAINES
 - 4.5. LE PACTE SOCIAL POUR LA GRANDE INCLUSION OU SENEGAAL MOO NU ÑOR
 - 4.6. LE NEO PANAFRICANISME ET LA COOPERATION INTERNATIONALE
- V. D.E.F.A.R., OU LE CONCENTRE DE NOTRE PROGRAMME

VISION, PROJET DE SOCIÉTÉ ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE AND-JËF AUTHENTIQUE

INTRODUCTION

Dans le contexte de la mondialisation néo libérale, les rapports entre les pays du Nord (le centre) et ceux du Sud (la périphérie) sont structurellement défavorables à ces derniers. Le développement du sous-développement dans notre pays, le Sénégal, situé dans le continent le plus affecté par cet état du monde, participe d'une logique historique d'insertion désavantageuse dans la division internationale du travail qui structure ce système mondial. La domination impérialiste constitue l'obstacle principal qui freine le progrès de notre pays. S'appuyant sur une minorité exploiteuse qui profite de ce système d'extorsion des fruits du travail du peuple laborieux, de la paysannerie pauvre et moyenne au premier chef, elle constitue aussi la base de l'aggravation structurelle de la bipolarisation socioéconomique suivante : pendant que l'écrasante majorité des Sénégalais, exclue des principales sphères de décision, voit ses conditions de vie et de travail se détériorer sans cesse, a contrario, une minorité sociale privilégiée et parasitaire, s'est emparée de l'essentiel des ressources, étalant l'opulence de richesses mal acquises et dilapidées sans retenue dans des consommations de luxe ou de prestige. Le développement du pays se trouve ainsi durablement hypothéqué par cette économie d'accaparement, de gaspillage, de corruption et de paupérisation. Sept ans après l'alternance, cette réalité loin de s'atténuer, est restée, dans son essence, aussi prégnante qu'auparavant.

Le défi principal auquel est confronté un parti tel que And-Jëf Authentique, est justement d'élaborer et de mettre en œuvre une dynamique d'inversion de cette logique, une dynamique capable d'extirper la nation et le peuple sénégalais de ce système dominant, sur la base des leçons tirées de ses propres luttes mais aussi des expériences de libération nationale et de construction du socialisme en Afrique et dans le monde.

I. POUR UN NOUVEL HUMANISME SOCIAL : NIT, NIT AY GARABAM

La mondialisation actuelle est le résultat d'un long processus historique d'accumulation du capital à l'échelle mondiale et d'insertion forcée dans la division internationale du travail. Ce processus d'accumulation a suscité des résistances multiformes, accompagnées de répressions féroces comme réponses à ces résistances. Il a été un facteur destructeur des ressources globales, singulièrement des ressources humaines (esclavage) et des ressources naturelles (pillage colonial et néocolonial) du continent africain.

Accroître les revenus du capital, augmenter à tout prix la productivité, renforcer l'exploitation et l'aliénation, accélérer sa propre concentration structurelle, telle est la logique profonde du capitalisme monopolistique. Il n'est donc pas étonnant que sa figure contemporaine, la mondialisation, rime avec globalisation du marché et de l'exploitation, toute puissance du capital financier, règne de la bourse, de la spéculation et des mafias, concentration progressive de la richesse entre les mains d'une poignée d'individus, de familles et de multinationales, le tout s'accompagnant de l'extension concomitante du

chômage, de la pauvreté et des exclusions de toutes sortes. Autant de réalités qui font de notre monde moins un village qu'une jungle planétaire où la raison du plus fort est toujours la meilleure.

Et pourtant jamais le monde n'a été aussi riche, jamais les progrès scientifiques, techniques et technologiques n'ont été à la fois si fulgurants et si prodigieux, à l'ère des révolutions post industrielles, cybernétique, bio- technologique et nano -technologique. Il est donc dommage pour l'humanité que la mondialisation sous sa figure actuelle se réduise à l'universalisation des valeurs de l'individualisme, de la démocratie bourgeoise, du libéralisme économique fondé sur la loi du marché et la logique du profit à tout prix. En effet, ces valeurs de l'économisme néolibéral, même si elles se drapent du manteau de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, charrient bien souvent des anti-valeurs éthiques, car en la circonstance, « il ne s'agit pas d'un triomphe de l'humanité mais d'un triomphe sur l'humanité et comme les colonisés de naguère, les frères sont aussi et d'abord des sujets », comme l'écrit **Serge LATOUCHE** dans son essai « *L'occidentalisation du monde* ».

A y regarder de près d'ailleurs, le néolibéralisme mondialisé est un libéralisme bancal et sélectif : il veut bien admettre la « libre circulation » des capitaux et des marchandises, mais point celle des personnes; il prône la compétitivité, la concurrence, le « libre jeu du marché », mais subventionne grassement les agriculteurs du Nord, au détriment des millions de paysans pauvres du Sud. « Des pans entiers de créativité se trouvent ainsi refoulés, des sociétés mutilées dans leur personnalité spécifique et dans leur configuration particulière. Poussée à son extrême, cette logique pourrait conduire à une humanité figée, tant il est vrai que la diversité, si elle est assumée dans l'égalité complète, est, à l'échelle d'une société comme à l'échelle du monde, une source essentielle et féconde de vitalité » (**Amadou M. MBOW**)

Comment s'étonner dans ces conditions que nos dirigeants du Sud se focalisent un peu partout sur des « stratégies de réduction de la pauvreté » dont le résultat est d'augmenter toujours plus la pauvreté ? Le libéralisme n'est donc pas la fin de l'histoire, un autre monde est possible, plus humain, plus juste, plus solidaire : aux peuples de le conquérir, aux nouveaux leaders de leur frayer le chemin.

And-Jëf Authentique est une organisation profondément et radicalement humaniste, c'est dire en quelle estime nous tenons la vie de l'homme et son épanouissement, tous les hommes et toutes les femmes, partout sur la terre. Aucune politique impérialiste, aucune politique d'hégémonie, d'agression, de domination et de spoliation ne pourra jamais résoudre les graves problèmes posés à la communauté internationale par les rapports injustes et inégalitaires sources d'oppression, d'exploitation, d'exclusion et de marginalisation, mais aussi de révoltes légitimes. Le partenariat véritable, la coopération, l'équité, le respect mutuel dans la richesse des diversités doivent se substituer à la logique étroite de la force et du profit dominante dans le monde.

Profondément et radicalement humanistes, nous nous reconnaissons parfaitement dans cette maxime wolof selon laquelle **NIT, NITAY GARABAM** : non seulement l'homme est le remède de l'homme, mais aussi l'homme est la racine de l'homme. L'avenir est aux sociétés du savoir et le savoir, comme l'intelligence et comme la vérité, aujourd'hui plus qu'hier, puso la, mag man na ko for, xale man na ko for, góor ak jigéen, ku weex ak ku ñuul. Voilà qui fonde la pertinence d'une alter- civilisation de la réciprocité, fondée à la

fois sur l'universelle identité de l'être humain et la diversité des richesses de ses expressions culturelles et sociétales ; une alter- civilisation porteuse de transformations historiques pour l'émergence de sociétés différentes, l'impulsion de changements à portée à la fois immédiate et à long terme, qui posent dans toute leur profondeur et amplitude la transformation de la condition humaine dans sa globalité, pour l'épanouissement d'un monde authentiquement humain, c'est-à-dire une humanité sociale enfin accomplie

.II. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE

Il nous faut faire preuve de beaucoup de fermeté sur les orientations stratégiques, de beaucoup de lucidité, de maturité et de maîtrise dans le pilotage opérationnel de nos politiques et options. Notre conviction est qu'il est impossible de réaliser la libération nationale et sociale en se soumettant à la logique dominante d'extorsion et d'exploitation portée par le néolibéralisme mondialisé.

Tout en tenant pleinement en compte les contraintes liées au rapport global des forces, la stratégie endogène de rupture d'avec le système dominant d'extorsion et d'exploitation suppose au plan des orientations économiques, la concrétisation des orientations et exigences ci-après :

- Formation, valorisation et motivation des ressources humaines, transformation positive des mentalités et comportements afin d'enraciner la mystique du travail bien fait, le culte de l'effort, du mérite, de la discipline individuelle et collective
- résorption progressive des inégalités entre la ville et la campagne, et entre les revenus urbains et ruraux
- constitution d'un excédent national sur la base de l'accumulation interne
- impulsion d'une dynamique de croissance à partir de cette accumulation et de la promotion concomitante de la consommation populaire endogène ;
- modernisation de l'agriculture paysanne, pour une agriculture diversifiée tournée prioritairement vers l'objectif d'autosuffisance alimentaire, et secondairement vers l'exportation ;
- priorité aux biens de consommation de masse sur les biens de prestige ou de luxe, et orientation du système productif de sorte à satisfaire en premier lieu les besoins de consommation populaire ;
- combinaison de l'agriculture et de l'élevage dans une perspective nationale et populaire qui valorise les savoirs et savoir-faire locaux, tout en assurant la promotion de la recherche-développement, les innovations techniques et technologiques appropriées ;
- renforcement de la maîtrise et de la capacité paysanne sur les programmes, les projets et les exploitations agricoles ;
- industrialisation articulée au progrès de la productivité dans l'agriculture ;
- promotion d'infrastructures de maîtrise de l'eau à différentes échelles de grandeur ;
- développement soutenu des énergies propres, renouvelables et localement disponibles (solaire, éolienne, biocarburant, etc.), protection de l'environnement, de la biodiversité et des écosystèmes naturels ;

- mise en place d'un système industriel orienté vers la satisfaction prioritaire des besoins alimentaires et non alimentaires des populations rurales et urbaines ;
- développement des capacités de négociation collective des prix des produits agricoles
- résorption des inégalités régionales par un aménagement du territoire équilibré, rationnel, décentralisé et intégré ;
- maîtrise et résorption des déséquilibres générés par les déficits de tous ordres (budgétaires, commerciaux, etc.) ;
- promotion de banques nationales et régionales de développement, valorisation de l'épargne intérieure et de celle des émigrés, orientation de cette épargne prioritairement vers le financement d'activités de production ;
- développement optimal des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des industries culturelles, réforme du système éducatif, impulsion de la recherche et valorisation de ses résultats, ce au service des objectifs et exigences du développement endogène et durable ;
- stimulation des échanges Sud/Sud ;
- renforcement des capacités nationales, sous régionales et continentales de négociation internationale.

Comme on le voit, le moteur de ce développement économique ainsi tracé est **une industrialisation au service de l'agriculture, en vue de créer les conditions d'une révolution agricole** qui puisse augmenter la productivité du travailleur rural, de sorte à satisfaire prioritairement les besoins alimentaires et non alimentaires des populations rurales et urbaines.

III. SORTIR NOTRE PAYS DU FATALISME DE LA PAUVRETÉ ET DU SOUS DÉVELOPPEMENT

« *L'ambition collective est la clef du succès et il n'existe aucune fatalité du sous développement.* » (Landing SAVANE in « **Mon ambition pour le Sénégal** », 1993)

Pour sortir du sous développement et de la pauvreté, notre pays devra donc surmonter des contraintes de taille qui ont nôté l'environnement international défavorable et l'échange inégal, notre situation de pays faible et dominé, le poids de la dette, le morcellement de l'Afrique en micro-Etats peu viables, l'analphabétisme, un système de gouvernance marqué par la corruption, l'accaparement, le clientélisme et l'inefficacité.

Mais d'un autre côté, notre pays peut compter sur des avantages comparatifs non négligeables:

- Le Sénégal est une terre de paix et de dialogue dans un monde miné par les conflits intérieurs et extérieurs alimentés par des antagonismes de toute nature.
- Le Sénégal est une terre de démocratie et de tolérance qui, à travers les turbulences inévitables, se bâtissent sur des consensus régulièrement améliorés par une classe politique, des chefs religieux ou traditionnels et des acteurs sociaux qui, en fin de compte, ont toujours accepté de privilégier les intérêts collectifs de la nation par rapport à leurs intérêts particuliers.
- Le Sénégal est une terre de foi et de labeur où des hommes et des femmes, nourris des enseignements de chefs religieux autochtones de dimension

exceptionnelle, ont maîtrisé et intériorisé l'art de l'abnégation, la nécessité du travail, l'amour du terroir et le respect de l'autre.

- Le Sénégal de par sa situation géographique est un pays carrefour, à la croisée des différents continents.
- Le Sénégal est une terre d'ouverture et d'intégration sociale. Voyageurs impénitents, les Sénégalais se sont installés au cours des dernières décennies dans toutes les régions du monde où ils ont su s'intégrer tout en sauvegardant leur identité, faisant ainsi preuve d'une remarquable capacité d'adaptation, tout en apportant une contribution importante au développement socio-économique de leurs terroirs d'origine et plus globalement à l'économie nationale. Le Sénégal est aussi une terre d'accueil, recevant des hommes et des femmes venant de tous les horizons et dont beaucoup se sont installés dans notre pays où ils vivent en toute tranquillité. Le Sénégal est le pays de la **Téranga**, c'est-à-dire de l'hospitalité et de la convivialité, ressources immatérielles inestimables de nos cultures millénaires.

Tenant compte à la fois de ces contraintes et de ces opportunités, And-Jëf Authentique ambitionne d'asseoir les fondements permettant de réaliser le Rêve Sénégalais, c'est-à-dire, en l'espace d'une génération, faire de ce pays une référence en matière de développement endogène, durable et moderne. Ce rêve est à notre portée! Il s'appuie sur une volonté politique sincère de transformer l'économie sénégalaise afin qu'elle satisfasse les besoins prioritaires des populations des villes et des campagnes, mobilisées pleinement pour l'atteinte des objectifs suivants :

- la promotion d'un Etat pleinement républicain, démocratique et social, débarrassé de la culture du présidentielisme étouffant et de l'Etat-Parti patrimonial, résolument tourné vers la prise en charge effective des besoins et préoccupations populaires, apte à enraciner l'éthique, la transparence et l'efficacité dans la gestion des affaires du pays;
- l'éradication de l'analphabétisme et de la pauvreté dans le cadre d'un Programme de transformation structurelle de l'économie nationale basée sur une croissance élevée (8 à 10% par an) et un développement centré sur le bien être des larges masses populaires;
- la création d'emplois en grand nombre et/ou d'activités génératrices de revenus par un développement volontariste de l'agriculture, de l'artisanat, des services (banques, commerce, tourisme écologique, NTIC), par la relance et le redéploiement du secteur industriel;
- la souveraineté alimentaire par la modernisation et la diversification de la production agricole, la maîtrise de l'eau, l'élévation de la productivité, le soutien aux agriculteurs et l'instauration d'un système de prix incitatifs;
- le développement dynamique des PME/PMI, du secteur informel de production et de services, par une politique systématique de crédits et d'encadrement technique;
- le développement des ressources humaines par la mise en place d'un système d'éducation et de formation conforme aux nouvelles normes de production et aux objectifs de croissance élevée, avec une place de choix à la science et à la technologie, ainsi que d'une politique de population et de santé pour tous, avec un accent particulier sur la prévention, la protection de l'environnement et du cadre de vie;
- la solidarité et la justice sociale basées sur la redistribution rationnelle des richesses, la lutte contre les privilèges, les prébendes et la corruption;

- la promotion d'une culture moderne et plurielle favorisant la tolérance, l'émancipation des femmes, le respect des droits de la personne et des minorités culturelles, ethniques ou religieuses;
- l'unité nationale, la paix et la concorde au travers d'une autonomie administrative et économique des régions et d'un contrat social à signer avec le peuple sénégalais;
- la participation et le contrôle populaires des citoyens, organisés à tous les niveaux, tant central que local, où se prennent les décisions qui comptent dans la gestion de leur vie quotidienne;
- la promotion d'un nouveau panafricanisme des peuples, de la coopération Sud/Sud et d'un nouveau partenariat avec les pays du Nord.

Ces défis sont à notre portée. Car les tendances actuelles de l'économie mondiale par la production de savoirs, de savoir-faire et de services favorisent un pays comme le Sénégal : la relative jeunesse de la population, la capacité d'initiative et le dynamisme de groupes sociaux divers, l'explosion du secteur informel, le savoir-faire de nos artisans, la créativité de nos artistes, représentent pour notre pays et notre continent autant d'atouts pour être compétitifs sur le nouveau marché mondial.

IV. LES INSTRUMENTS ET LEVIERS

4.1 L'ETAT DEMOCRATIQUE ET LA PARTICIPATION POPULAIRE OU LA NOUVELLE REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET SOCIALE

Se pose ici la question de la nature et du contenu du pouvoir d'Etat : si le peuple ne détient pas le pouvoir d'Etat, est-il possible d'infléchir la totalité de la politique et la totalité de l'Etat dans le sens des directions tracées plus haut ? La prise du pouvoir par le peuple demeure un processus complexe, ininterrompu et par étapes. Comment donner un contenu concret au principe de la souveraineté populaire, à la prise en charge effective des préoccupations majeures des masses et à leur participation, non pas formelle ou théorique mais réelle, à l'exercice du pouvoir ? Ici surgit la problématique de la nouvelle gouvernance démocratique fondée sur :

- la confiance aux masses, leur mobilisation et leur participation à la prise des décisions, à l'exécution et à l'évaluation des politiques, avec une attention particulière à accorder, dans ce cadre, au rôle des jeunes, des femmes, des travailleurs urbains et ruraux, des intellectuels et chercheurs ;
- la séparation et l'équilibre des pouvoirs, l'Etat de droit notamment par l'application, à tous les niveaux, des principes de transparence, de contrôle, de responsabilité, de révocabilité, d'équité, de justice égale pour tous et d'éthique de gestion républicaine ;
- la combinaison optimale de la démocratie représentative et de la démocratie directe ;
- la limitation stricte du cumul des mandats et fonctions
- la promotion et la responsabilisation des jeunes et des femmes à tous les niveaux en levant les entraves, discriminations et autres inégalités qui obèrent leur contribution au développement national
- la centralité de l'Etat dans la définition et la mise en œuvre des politiques de développement, la promotion d'un Etat économe, efficace et efficient, un Etat fort et respecté, qui n'étouffe ni les libertés, ni l'initiative, ni l'esprit d'entreprise, mais qui joue pleinement son rôle de garant de la construction

- nationale, de la justice sociale, de la discipline nationale, du respect des droits des citoyens et du peuple;
- l'approfondissement continu de la décentralisation, de la gouvernance locale et de la gestion de proximité, pour une responsabilisation toujours accrue des communautés de base dans la prise en charge de leurs propres affaires ainsi que du développement local ;
 - la lutte résolue contre la corruption, la non transparence et la concussion, la culture à tous les niveaux de l'éthique de vie démocratique ;
 - la stimulation de la révolution culturelle par la valorisation de nos langues et cultures nationales dans la richesse de leur diversité, le changement des mentalités et des comportements, le culte du mérite et de l'excellence à tous les niveaux, la prise en compte de la dimension genre, la promotion de l'équité, de l'égalité et de la parité.

4.2 LA REGIONALISATION COMME APPROFONDISSEMENT DE LA DECENTRALISATION

La régionalisation doit avoir des objectifs globaux d'ordre à la fois politique, administratif mais aussi économique et social. Elle constitue l'alternative pour une restructuration profonde de l'économie en vue de satisfaire les besoins des populations, c'est à dire assurer la sécurité alimentaire, générer des emplois et des revenus, promouvoir le développement à la base.

Au plan politique et administratif, la régionalisation doit contribuer à briser le présidentielisme de type monocratique et permettre une réelle déconcentration et décentralisation du pouvoir exécutif. Elle doit aider à mettre en place des collectivités régionales ayant à la fois le pouvoir et les moyens de décider et d'agir selon les intérêts des populations.

Cela signifie que les régions doivent mettre en œuvre des politiques économiques et sociales qui bouleversent l'actuelle économie héritée de la colonisation, essentiellement concentrée à Dakar; avec des unités industrielles classiques, et une agriculture dominée par les cultures traditionnelles de rente : arachide, coton. Cette option, maintenue depuis l'ère coloniale, n'a pas permis d'engendrer une croissance économique véritable et encore moins de consolider l'unité nationale. En effet, les autres régions se sentent peu ou pas prises en compte par le gouvernement central, d'où les sentiments de frustrations, de révoltes, d'amplitudes diverses. Les cas de la Casamance, du fleuve et Tambacounda en attestent clairement.

La régionalisation doit permettre de corriger cette situation par une intégration véritable des différents pôles de développement régional. Il faudra développer toutes les régions sur la base d'un code des investissements attrayants et rendant la décentralisation économique tout à fait réalisable et viable. Elle doit en particulier faire émerger une pluri-activité dans les zones rurales permettant aux paysans de travailler douze mois sur douze et d'élever la productivité du facteur travail, avec comme corollaire l'augmentation de la richesse nationale.

Par ailleurs, avec une politique fiscale adéquate, les capitaux; notamment étrangers, pourront être attirés, et les assemblées régionales disposeront de ressources financières et humaines substantielles favorisant la croissance et le développement économique et social. Ainsi, ces institutions régionales pourront contribuer, aux côtés

du pouvoir central, à l'édification d'infrastructures (hydro-agricoles, aéroportuaires, routières, de télécommunications, etc.), à la promotion des services (banques, assurances, hôtels et autres réceptifs touristiques...), à la protection de l'environnement, etc.

Ces institutions régionales doivent être souples, modernes et performantes et non des gouffres à sous inefficaces et budgétivores. Des mécanismes spécifiques de financement seront initiés en vue d'inciter les chômeurs des villes particulièrement ceux de Dakar, à aller conquérir de nouvelles zones économiques semi urbaines et surtout rurales.

La régionalisation suppose **une certaine spécialisation des régions** suivant leurs potentialités, dans une perspective de développement intégré et endogène. Cette spécialisation permettra à chaque région de se sentir concernée par le sort de la nation car elle contribuera de manière significative à la création des richesses nationales dont elle bénéficiera pleinement par le biais d'une péréquation régionale, entre autres mécanismes.

Mais la spécialisation ne saurait être performante en l'absence de synergie entre les différents secteurs de l'économie et de la société. En effet, toute spécialisation doit avoir pour corollaire la mise en place de mécanismes et de moyens aptes à créer les conditions d'émergence d'autres activités complémentaires. C'est cela la base de la redynamisation des villes secondaires, véritables centres d'absorption du surplus de main-d'œuvre rurale, permettant le développement de secteurs diversifiés de l'économie.

Ainsi, tout développement d'un secteur de l'économie aura des effets positifs sur les autres secteurs et sur la lutte contre le chômage. La régionalisation contribuera aussi à réduire considérablement la concentration démographique dans les villes comme Dakar (actuellement source de tensions et de fléaux sociaux).

Elle est donc un moyen de contrôle de l'urbanisation démesurée de la capitale tout en favorisant la relance des villes secondaires. Elle permettra par conséquent de développer beaucoup moins stressant, dans des conditions où les populations bénéficient par ailleurs de services de qualité, au plan social notamment (santé, éducation, loisirs..)

Au plan politique, la régionalisation a pour fonction de contribuer à une participation plus effective des populations à la vie de la cité. Ceci par le biais de l'approfondissement de la démocratie avec l'instauration d'un système d'assemblées régionales ayant des pouvoirs importants aux plans économique et social. Ces assemblées régionales définiront leur politique locale en matière de développement en tenant compte de l'intérêt national et de la défense de l'intégrité territoriale. Elles pourront dans ce cadre initier des partenariats avec toutes les institutions capables de leur apporter un concours tant au niveau national qu'international.

Le pouvoir central sera chargé entre autres tâches, de définir le plan national de développement, d'harmoniser les politiques régionales et d'appuyer les autorités locales dans le pilotage des politiques. Ces assemblées régionales seront élues par les populations. Des mécanismes et des instruments de contrôle seront mis en place pour sanctionner les élus, positivement ou négativement. Car il faut réunir les

conditions d'exercice du pouvoir par les populations afin qu'elles aient la possibilité non seulement d'élire, mais aussi de démettre démocratiquement leurs représentants. Ce n'est que de cette manière que les citoyens se sentiront responsables et s'impliqueront dans la gestion des affaires de la cité.

C'est dans cet esprit que doit être traité le problème Casamançais. Notre conviction est qu'il faut engager des négociations sérieuses avec le MFDC et donner la parole aux populations pour qu'elles décident démocratiquement de leur sort. Car ni le gouvernement, ni le MFDC ne peuvent et ne doivent imposer leur volonté politique aux populations vivant dans la région de Ziguinchor ou dans la région naturelle de Casamance.

4.3 LA RELANCE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES BIENS ET SERVICES ET LA STIMULATION DE L'EMPLOI

Aujourd'hui, la pression fiscale, notamment sur les entreprises et le pouvoir d'achat des populations, malgré les améliorations notées, continue de favoriser l'explosion de la fraude et des produits de pacotille, à un niveau qui peut même compromettre toute relance soutenue de l'économie nationale. En effet, les entreprises comme les citoyens sont devenus des « Goorgoolu » contraints de vivre, plus exactement de survivre, au quotidien. Les droits de porte, les coûts des facteurs de production, les prix des denrées de première nécessité restent encore trop élevés. S'y ajoute la faiblesse du système de crédit en direction de ces secteurs, avec l'inexistence de banque sénégalaise primaire de développement. Le secteur bancaire, depuis sa restructuration, reste plus que jamais exclusivement dominé par des banques étrangères commerciales qui s'intéressent plus à la spéculation et au crédit à court terme, à des conditions des plus lourdes d'ailleurs.

La forte pression fiscale, les coûts élevés de facteurs de production, les prix des produits de première nécessité sont appliqués pour répondre au parasitisme budgétivore de l'Etat, alors que celui-ci doit plutôt assurer un rôle fondamental de facilitateur de l'activité économique, génératrice d'emplois... Sinon, c'est la régression, par l'étouffement de toute dynamique véritable de croissance économique. Par conséquent, en vue de relancer la demande et l'offre, permettre aux entreprises et aux ménages de disposer de ressources supplémentaires et de financer leur développement, des mesures seront prises pour :

- réduire les coûts des facteurs de production tels que l'énergie et favoriser la modernisation des entreprises;
- réduire le coût du téléphone, réorganiser et moderniser le transport, afin de faciliter la communication et le transport des biens et services;
- réunir les conditions pour baisser de manière raisonnable le prix de certaines denrées de première nécessité;
- instaurer un système de prix plus incitatif dans le secteur agricole et généraliser l'utilisation d'intrants agricoles bon marché et respectueux de l'environnement;
- faire baisser les coûts de construction des logements ainsi que les loyers en faisant appel à des matériaux et techniques alternatives et aux formules des coopératives.

Ces mesures favoriseront l'élévation de l'épargne et du niveau de consommation, en veillant à compter d'abord sur nos propres forces, d'où la nécessité d'une consommation de qualité qui exclut tout gaspillage. Elles permettront d'augmenter la demande et d'aider les entreprises à accroître l'offre, y compris l'offre d'emplois.

Dans le même temps, tout en veillant à réduire le maximum possible le train de vie de l'Etat, il nous faudra chercher d'autres sources de recettes fiscales qui ne remettent pas en cause l'option de croissance économique et favorisent la création de nouveaux emplois. Il faut envisager la signature de contrats entre le pouvoir central et les autorités régionales d'une part, et d'autre part les entreprises qui s'engagent à recruter, par exemple en échange de certains avantages fiscaux. Autant de mesures qui contribueront, dans le cadre de la stratégie globale de développement endogène, à fixer davantage les jeunes et à freiner l'émigration clandestine.

4.4 LA QUALITE DES RESSOURCES HUMAINES

La personne humaine est le capital le plus précieux. Il faudra prendre à bras le corps la bataille pour la transformation positive des mentalités et comportements. Il s'agira dans le même temps d'assurer la bonne santé ainsi que la formation adéquate de nos ressources humaines. D'où la nécessité d'une réforme profonde de l'éducation avec comme objectifs, entre autres :

- un pari gagnant volontariste sur la science et la technologie qui exigera une restructuration profonde et originale du système d'enseignement, de formation et de recherche;
- la démocratisation de la gestion de l'enseignement avec la participation des étudiants, élèves, enseignants et administratifs;
- la généralisation de l'apprentissage et la liaison école-milieu ;
- l'éradication de l'analphabétisme et de l'obscurantisme, la formation d'un nouveau type de citoyen (ne) par des vastes campagnes d'information, d'éducation et de communication utilisant les médias traditionnels et modernes;
- la valorisation des langues nationales et des savoir-faire locaux ;
- la promotion de la recherche endogène : recherche fondamentale et recherche appliquée, en collaboration avec les entreprises, les unités de recherche, les administrations régionales, les organisations de producteurs, etc.

4.5 LE PACTE SOCIAL POUR LA GRANDE INCLUSION OU **SENEGAAL MOO NU ÑOR**

La mobilisation de toutes les énergies de la nation autour de la relance de l'économie nationale est conditionnée par des accords entre les différentes composantes de la société. Il sera donc proposé un pacte social aux Sénégalais(e)s, au travers de leurs représentants, dans le cadre d'une grande concertation nationale ou **pëncum askan wi**. Ce pacte sera un contrat d'engagement de toutes les couches sociales et catégories socio-professionnelles à respecter une trêve sociale au cours de laquelle le gouvernement exécutera la politique de développement négociée. Les populations organisées joueront un rôle déterminant. Cette trêve permettra d'asseoir les bases d'une véritable relance économique et les conditions d'une réelle expression

démocratique au service des citoyens et loin des logiques d'exclusion actuellement dominantes dans le monde. La solidarité nationale deviendra une réalité du fait qu'une partie des revenus des urbains contribuera à développer la campagne ce qui, en retour, aura des effets positifs dans la résolution des problèmes des villes elles-mêmes. Cette dimension de solidarité est fondamentale, étant donné que chaque citoyen(ne) doit contribuer réellement au développement de notre nation commune : **partager les sacrifices, partager les fruits de la croissance, pour l'indispensable réduction des inégalités sociales.**

Ce pacte social sera fondé sur la promotion de nouveaux rapports dirigeants / dirigés, c'est-à-dire d'un nouveau leadership apte à porter et à faire porter par les populations mobilisées l'option de **la grande inclusion sociale**. Ni « Messie », ni « Sauveur ». Révolue l'époque des prophètes, désuète l'ère du JE, du MOI ou de l'EGO de la suffisance et de l'arrogance, finis la roublardise, le spectacle et le l'artifice érigés en stratégie politique, finie la tyrannie du bavardage et de la politique politicienne. Il est venu le temps de l'effort collectif, le temps de l'engagement solidaire au service de l'intérêt général et de l'épanouissement individuel, le temps de l'obligation de rendre compte, le temps de la participation et du contrôle citoyens vigilants, le temps d'un leadership nouveau fondé sur la capacité d'anticipation, la compétence, l'humilité, la proximité et le terrain, la pédagogie de l'exemple et le respect dû au citoyen en tant que *nawle*, conformément au principe selon lequel le dirigeant n'est que le **primus inter pares**, choisi comme **premier responsable parmi des hommes libres et égaux**, pour piloter le navire de leurs espérances communes.

4.6 LE NEO PANAFRICANISME ET LA COOPERATION INTERNATIONALE

La crise qui frappe l'Afrique en tant que continent, au-delà de la diversité des situations qui la caractérisent, est d'une profondeur telle qu'il est finalement juste de situer ce continent dans un « Quart monde », en deçà du Tiers monde où pourtant la paupérisation des masses populaires est déjà fort alarmante. Les problèmes auxquels est donc confronté notre pays, à l'instar du reste du continent, de l'Afrique subsaharienne en particulier, se posent à l'échelle de transformations fondatrices et refondatrices de valeurs référentielles et de repères qui plongent leurs racines dans une histoire plusieurs fois millénaire. C'est là d'ailleurs tout l'intérêt et toute la pertinence des travaux du Professeur **Cheikh Anta DIOP** sur la dynamique de la conscience identitaire en Afrique et le sentiment de continuité historique, linguistique et psychologique qui la fonde. C'est aussi le sens des efforts de restitution du rôle historique de l'Egypte pharaonique ou des problématiques liées à la Renaissance africaine. Ainsi appréhendée dans la très longue durée d'une dynamique de transformation rejetant toute fixation passéiste sur une prétendue immuabilité de ses référents, l'identité africaine en devenir se révèle profondément enracinée, à travers les transformations des formations sociales qui la portent, dans une civilisation de réalisation de l'Homme social multidimensionnel. Malgré les résistances, celle-ci n'a pas pu cependant échapper à son étouffement progressif par une civilisation occidentalocentriste devenue dominante. Dès lors, le développement tout comme la démocratie en sont réduits à des contenus technobureaucratiques, économistes ou productivistes, parce que désormais façonnés par une vision réductrice qui, orientant ses questionnements sur les modalités et les symptômes, fait l'impasse sur leur objet véritable, leur substrat et leur essence spécifique ou universelle, c'est-à-dire en définitive la personne humaine. La construction de la nouvelle Afrique en tant qu'espace politique, économique, social et culturel viable et son rapport au reste du monde devront

s'appuyer sur l'implication active des populations africaines, l'intégration sous régionale, régionale et continentale, articulés aux nécessaires abandons de souveraineté sur le chemin de l'édification d'un Etat fédéral africain démocratique et progressiste.

S'agissant de la coopération Internationale, il faut considérer que l'interdépendance est une réalité non seulement dans le domaine économique mais aussi dans celui de la politique, de l'environnement, de la culture, etc. L'essoufflement de l'aide au développement, la tendance des pays occidentaux à donner la priorité à leurs problèmes intérieurs, l'endettement de nos pays sont autant de raisons pour faire du mot d'ordre « **compter d'abord sur ses propres forces** » le leitmotiv de notre politique de développement. Il faut tirer le maximum de nos ressources naturelles et humaines. La coopération sera donc sélective et basée sur un réel partenariat. Avec les pays du Nord, il faudra identifier les pays amis et négocier avec eux des contrats de développement dont l'objectif est d'assurer une croissance économique durable capable de lutter contre la pauvreté et d'asseoir les bases d'un développement endogène et autocentré au service des peuples africains. Des types de partenariat seront aussi favorisés avec les ONG du Nord, notamment en matière de développement communautaire, de recherche, de promotion des femmes, des jeunes, des couches vulnérables ou défavorisées. Avec les pays du Sud, il faudra bâtir une véritable politique de coopération technique et économique. Ainsi, des pays comme l'Inde, la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, le Brésil, Cuba, entre autres, pourront nous apporter beaucoup en matière de recherche fondamentale et appliquée, de transfert de technologies appropriées et bon marché, mais aussi de savoir faire. Des capitaux pourraient être attirés par des dispositions spéciales du Code des investissements pour les hommes d'affaires du Sud.

V. D.E.F.A.R., OU LE CONCENTRE DE NOTRE PROGRAMME

Notre ambition est de relever le défi du présent et de l'avenir du Sénégal et de l'Afrique. Nous sommes des bâtisseurs, partisans de la construction positive et des initiatives de transformation novatrice, de l'effort récompensé et du bien être partagé. Il ressort de tous les développements ci-dessus que **D.E.F.A.R.** est le concentré de notre programme. **D.E.F.A.R.** c'est le *Développement Endogène comme objectif, le Fédéralisme Africain comme stratégie globale, la République démocratique et sociale comme instrument d'un leadership nouveau.*

Mais **DEFAR**, c'est aussi une pratique et un parti pris en faveur des masses populaires : **DEFAR BA MU BAAX, ASKAN WI TEKKI** : Askan wi que nous avons porté et vulgarisé depuis la période du Front Culturel Sénégalais /Làngug Caada Senegaal au milieu des années 70; tekki que nous avons conceptualisé depuis notre 2^{ème} congrès de mai 1988; deux concepts clés qui symbolisent notre raison d'être : **l'émancipation et l'épanouissement du peuple** par le dénouement du nœud gordien de l'ignorance et de la pauvreté. Grâce à la paix, à la démocratie et au travail, grâce à la libération des énergies et de la créativité immenses qui gisent au sein des larges masses de chez nous, soutenues par l'émergence d'un nouveau leadership, d'une nouvelle culture de l'initiative et de la transformation, il nous sera enfin possible de **BATIR ENSEMBLE LE SENEGAL DE NOS AMBITIONS.**